

LEXIQUE



Droits Homme	Présidentielle mars 2010 : Le communiqué de la CNDH qui laisse perplexe	2010.05.04
Politique	Togo : Manifestation du FRAC le Dimanche 09 mai à Sokodé	2010.05.04
Politique	Présidentielle mars 2010 : Du rififi à la CENI	2010.05.04
Politique	Crise togolaise : Que va faire le FRAC maintenant ?	2010.05.04
Politique	Togo : le FRAC « continue la contestation » à Lomé et à l'intérieur du pays	2010.05.04
Politique	TOGO: Diviser le FRAC pour mieux régner sur le Togo	2010.05.04
Politique	Gilchrist Olympio toujours dans sa logique de servir de béquilles au Pouvoir	2010.05.05
Politique	La prestation putschiste de serment de l'usurpateur Faure Gnassingbé	2010.05.04
Politique	Coups de poing à l'UFC	2010.05.04
Politique	Le RPT : le nouveau camp de la peur !	2010.05.04
Politique	BONFOH « Je n'ai pas eu écho d'une dissolution de l'Assemblée »	2010.05.04
Politique	A quand le gouvernement ?	2010.05.04
Diaspora	Message aux forces de Sécurité togolaise	2010.05.04
Sécurité-Social	Forces de l'ordre rackettent chauffeurs et encouragent les surcharges sur les routes togolaises	2010.05.05
Social	TOGO: Interview G Fossoun HOUNGBO 1er Mai 2010 et attentes des travailleurs togolais	2010.05.04
Diplomatie	Investiture de Faure Gnassingbé : Les Ivoiriens du Togo boudent Laurent Gbagbo	2010.05.05
Diplomatie	Caracas souhaite renforcer sa coopération avec Lomé	2010.04.29



Présidentielle mars 2010 : Le communiqué de la CNDH qui laisse

perplexe

Écrit par Sepe DZAKE Mardi, 04 Mai 2010 13:18



La Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) vient de se prononcer sur la présidentielle de mars 2010 et de la crise postélectorale, à travers un communiqué qui laisse quelque peu perplexe. Longtemps soupçonnée d'être à la solde du pouvoir RPT depuis le départ de Me Yawovi AGBOYIBO et de Me DOVI, la CNDH a fait une intervention, quoique très diplomatique, qui va surprendre quelque peu l'opinion et le pouvoir. Tirant leçon du passé électoral violent du Togo depuis les années 1990, à en croire son président Koffi KOUNTE, la CNDH a travaillé avec la CENI et a fait des propositions pour que les élections soient transparentes et les résultats acceptés de tous. « A chaque étape du processus, elle a eu à collaborer avec la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), afin de lever les obstacles qui pourraient entraver le bon déroulement de l'élection présidentielle », indique le communiqué.

La Commission a en outre mené plusieurs actions tendant « à trouver des solutions aux causes plausibles des violences électorales. » Au nombre de celles-ci figurent « des rencontres avec tous les candidats ou leurs représentants à l'effet de convenir d'actions communes à mener afin de faciliter la régularité du scrutin et d'éviter toutes formes de violences ; la formation par la CNDH des délégués de tous les candidats en vue de mettre ces délégués au même niveau d'information que les membres des Bureaux de vote afin d'éviter d'éventuelles contestations à la base », selon le communiqué.

Il y a également la proposition d'une « nuit électorale » le soir du 4 mars pour que les résultats soient donnés en direct sur les chaînes de radio, bureau de vote par bureau de vote. « La proposition à la CENI d'organiser une véritable nuit électorale au cours de laquelle les résultats des différents bureaux de vote seront publiés en direct sur les médias d'Etat (Télévision Togolaise, Radio Lomé et Radio Kara) au fur et à mesure de leur envoi à la CENI par les Commissions Electorales Locales Indépendantes (CELI) », souligne le communiqué. La CNDH n'a pas été écoutée et ses demandes n'ont pas été toutes satisfaites. Les préfets sont intervenus dans le processus électoral et l'administration s'y est beaucoup impliquée, le président de la CENI en a fait à sa guise ; les délégués des partis d'opposition ne furent pas suffisamment informés et formés pour pouvoir acter pertinemment sur le terrain.

Mais le clou du communiqué se trouve dans le refus de la non-diffusion des résultats par VSAT et l'absence de nuit électorale. En refusant de donner les résultats directement la nuit même du 4 mars, contrairement aux chiffres reçus par les Etats-majors de parti, en donnant les résultats trois jours après la tenue de l'élection, la CENI et le pouvoir ont laissé s'installer la suspicion de fraude sur la présidentielle. Et cette attitude a entraîné les conséquences postélectorales que l'on vit aujourd'hui. La CNDH a beau jeu de le souligner : « en dépit de ces mesures, la CNDH constate avec regret que les violences postélectorales n'ont pu être évitées. » La Commission constate également les dérapages répétés en matière de violations des droits de l'homme. A savoir l'interdiction des manifestations, la répression des veillées, les agressions sexuelles contre les femmes, le saccage du siège de l'UFC, les agressions contre les journalistes, sont autant de violations répétées des droits de l'homme auxquelles ont conduit les résultats controversés de la présidentielle.

(www.mo5togo.com)

letogolais.com Togo : Manifestation du FRAC le Dimanche 09 mai à Sokodé

FRAC - 04/05/2010

**FRONT REPUBLICAIN POUR L'ALTERNANCE ET LE CHANGEMENT (FRAC)
UFC, SURSAUT-TOGO, ALLIANCE, PSR, ADDI**



COMMUNIQUE N°12

L'Union des Forces de Changement (UFC), Sursaut-Togo, l'Alliance, le Pacte Socialiste pour le Renouveau (PSR), l'Alliance des Démocrates pour le Développement Intégral (ADDI), constitués en Front Republicain pour l'Alternance et le Changement (FRAC), remercient les populations togolaises pour leur mobilisation et les invitent à prendre part massivement aux manifestations suivantes:

- Séance de prières

- A Lomé, le Mercredi 05 mai au Temple Méthodiste Salem de Hanoukopé, à partir de 12 heures

- Grandes marches de protestation contre les résultats frauduleux de l'élection présidentielle du 04 mars 2010, suivies de meetings :

- **A Lomé, le Samedi 08 mai, à partir de 09 heures suivant l'itinéraire ci-après :**

Bè Kondjindji – Pavé NDA – Marché de Bè – Boulevard Félix Houphouët Boigny – Boulevard Circulaire (côté ouest) – Rond Point Dékon – Fontaine Lumineuse – Ave de la libération (côté sud) – Place Anani Santos (Fréau Jardin) – Ave du 24 Janvier – Bd de la Marina – Hôtel Palm Beach (Plage).

- A Sokodé, le Dimanche 09 mai, à partir de 09 heures suivant l'itinéraire ci-après :

Siège UFC – Carrefour Salimdè – CEG Kouloumdè – Café Bazar – Stade Municipal – CIB Komah – Carrefour CEET – Carrefour UTB – Carrefour Affaires Sociales – Carrefour Barrière – Carrefour Ancien SGGG.

- **A Bassar, le Dimanche 09 mai, à partir de 07 heures suivant l'itinéraire ci-après :**

Carrefour Kpankissi – Djassidoumpou – Bikoundjib – Préfecture – Rue Sokodé – Bassar – Justice – Banida – Bikoutchabé – Pharmacie de l'Hôpital – Biyakpabé – Radio Dawul – EPP Aviation – Kodjoudoumpou – Kitangbaou – Wadandé – Siège de l'UFC.

Le Président élu, Jean-Pierre FABRE et les responsables du FRAC demandent aux uns et aux autres de rester résolument engagés et déterminés.

La lutte populaire est invincible

Togo debout !

Fait à Lomé, le 03 mai 2010

Pour le FRAC

Le Vice Président de l'UFC

Patrick LAWSON



Présidentielle mars 2010 : Du rififi à la CENI

Écrit par Sepe DZAKE Mardi, 04 Mai 2010 09:30



Le président de la CENI, Taffa TABIOU, n'est visiblement pas content des opinions et actes contraires posés par les membres UFC qui se sont désolidarisés du rapport général et d'autres décisions prises. En représailles, le président Taffa TABIOU leur coupe les traitements et fait saisir leurs voitures mises à leur disposition par le PNUD. Attitudes délirantes mais tout à fait possibles au Togo: se désolidariser d'un groupe est un délit. Lire plutôt la lettre de dénonciation des délégués UFC à la CENI.

Jean-Claude Delava CODJO
Essem AMELEWONOU
Membres de la CENI

Lomé, le 23 Avril 2010

A

Monsieur le Président et à Madame et Messieurs les Membres de la CENI
Lomé
Réf. : Notre lettre en date du 12 Avril 2010
Votre lettre n°820/2010P/CENI du 14/04/10

Monsieur le Président,

Madame et Messieurs les Membres de la CENI,

Par lettre n°820/2010P/CENI du 14/04/10, vous avez accusé réception de notre lettre citée en référence et fait état de divers propos que, bien entendu, nous ne partageons pas mais auxquels nous nous sommes abstenus de répondre pour éviter toute escalade de polémiques inutiles. Mais aujourd'hui, vous venez de mettre à exécution, et de la manière la plus grossière, les menaces de représailles que les collègues qui soutiennent et défendent le RPT à la CENI, n'ont jamais cessé de brandir pour nous intimider.

Déjà en Septembre 2009, lorsque nous avons suspendu notre participation pour protester contre la prétendue élection du président de la CENI, vous avez décidé, en guise de représailles, d'amputer de moitié, nos indemnités et allocations. Après notre reprise et au cours de la visite de courtoisie que la CENI a faite au Chef de l'Etat, le Ministre d'Etat BODJONA ne s'est pas gêné d'évoquer cette question devant le Président de la République dont il sollicitait l'accord pour faire rétablir nos allocations, donnant ainsi l'impression que l'ordre de couper ces allocations venait du Chef de l'Etat lui-même.

De même lorsque, en février 2010, nous avons suspendu notre participation aux travaux de la CENI pour protester, notamment, contre la conduite déplorable des affaires de la CENI et le refus de notre institution de donner une suite crédible aux questions d'authentification et de traçabilité des bulletins de vote, vous avez menacé de confisquer le matériel de travail y compris le bureau mis à notre disposition et de partager entre vous, la part de nos allocations correspondant à la période de suspension. Aujourd'hui, parce que nous avons refusé, malgré les chantages, de valider le rapport

général de la CENI, qui rapporte précisément des résultats que nous récusons pour vice de procédure et manque de transparence, le président de la CENI envoie un détachement de la police enlever de force, avec un camion remorque, le véhicule de fonction mis à la disposition de M. CODJO par les Nations Unies et ce, après que vous ayez déjà retenu le véhicule mis à la disposition de M. AMELEWONOU.

Il est à noter que pour exécuter vos ordres abusifs, le détachement de la police envoyé au domicile de M CODJO, n'avait d'autre document qu'une copie de votre lettre précitée, dans laquelle vous n'avez pas manqué de réitérer les chantages et menaces habituels. Nous dégageons jusqu'à nouvel ordre, toute responsabilité en ce qui concerne désormais, le sort des deux véhicules immatriculés RT AE 8114 et RT AE 8115. Nous dénonçons cette volonté permanente de discrimination, de chantage et de représailles à l'encontre des membres de la CENI ne partageant pas les mêmes points de vue que le président et les autres membres de la CENI, notamment ceux qui soutiennent et défendent le RPT.

Il est pour le moins indécent, que pour des opinions émises, des points de vue exprimés ou des actes posés dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leur fonction, des membres de la CENI soient constamment l'objet de menaces, de harcèlements, d'intimidations, de chantage et de représailles y compris policières, par leurs pairs, en l'occurrence, par le président et les autres membres de la même CENI. Détrompez-vous, chers collègues, nous n'avons jamais démissionné de la CENI, même si le président et les autres membres qui soutiennent le RPT le souhaitent vivement pour pouvoir opérer à leur guise et échapper à toute observation critique. Notre institution ayant été mise en place pour un mandat d'au moins une année, nous entendons prendre pleinement part à toutes les activités inter-scrutin de la CENI, étant entendu qu'à la différence de certains, notre présence dans cette institution n'a nullement pour objet de préserver des péculs, mais de faire ou de contribuer à faire un travail constructif, transparent et crédible. Nous refusons à cet égard, de céder au chantage et à l'intimidation.

Avant de clore cette longue réaction à laquelle vous nous avez contraints, nous voudrions lever une bonne fois pour toute, l'équivoque que vous entretenez d'une manière délibérément pernicieuse, sur les raisons de notre retrait de la séance de compilation des résultats, le 06 Mars 2010, sur le site de la Foire Togo-2000. En effet, vous savez très bien que conformément aux procédures que nous avons adoptées, la CENI était sensée vérifier et valider les résultats du scrutin **bureau de vote par bureau de vote** et CELI par CELI, que ces résultats aient été transmis par voies électroniques comme stipulé dans la note N° 091/2010/P/CENI du 04 Mars 2010 ou qu'ils aient été convoyés physiquement au siège de la CENI par les présidents et membres des bureaux des CELI, comme convenu à la "*séance plénière spéciale*" du 05 Mars 2010, à la suite de la "panne" du système de transmission par VSAT. Contrairement à vos allégations, nous avons clairement motivé notre retrait de la séance du 06 Mars 2010 par le non respect de ces procédures. Mais auparavant, nous avons, à juste titre, dénoncé la diffusion en direct sur les médias (et à l'insu des membres des CELI et de plusieurs d'entre nous membres de la CENI), de résultats non authentifiés, non vérifiés et non validés par l'Assemblée plénière de la CENI.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, Madame et Messieurs les membres de la CENI et chers collègues, les assurances de notre considération distinguée.

Jean-Claude Delava CODJO Essem AMELEWONOU

CC : Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,
Membres du Comité de Pilotage du Projet PAPE

(www.mo5togo.com)



Crise togolaise : Que va faire le FRAC maintenant ?

Écrit par Sepe DZAKE Mardi, 04 Mai 2010 10:49



Investiture sans panache de Faure Gnassingbé. Le régime a même la nostalgie du passé : la cérémonie avait un air du déjà vu, connu des animations politiques et des conférences sous le régime Eyadema, agrémenté d'un défilé militaire. On se demande encore ce que vient faire l'hommage des FAT à un président démocratiquement élu pendant une cérémonie de prestation de serment, si ce n'est un signe à l'opposition qu'elle trouvera l'armée clanique et ethnocentrique sur son chemin ?

Le Togo semble être un pays fermé à l'extérieur, cependant l'ouverture aux autres a été durant l'histoire de l'humanité signe de progrès et d'enrichissement. Les exemples du Ghana et du Bénin sont suffisants pour montrer que l'on n'a même pas besoin d'aller jusqu'à New Dehli pour apprendre de la civilisation. C'est la preuve du non renouvellement de la pensée, du blocage qui caractérise le pouvoir en place. Manifestement, l'opposition togolaise est en face d'un problème difficilement soluble : elle est en face d'interlocuteurs qui ont refusé le développement et le progrès. Il va falloir beaucoup plus d'imagination pour parvenir à les vaincre.

Pour le moment, les initiatives qu'elle a prises ont pris l'eau. Même la journée ville jaune du 3 mai n'a pas été respectée par la population. Par peur ou tout simplement par dérision d'une action que les manifestants très remontés contre le pouvoir, trouvent peut-être ridicule. Si 400 mille personnes dans la rue n'ont pas fait changer d'avis à Faure Gnassingbé, quel impact peut avoir une lingerie en jaune ? Demain il y a une veillée à l'Eglise méthodiste Salem de Hanoukopé. Les autres veillées ont fini dans une pagaille généralisée, faisant toujours de nombreux blessés dans le camp du FRAC. Dieu seul sait pourquoi le pouvoir est si allergique aux veillées de prières. Mais toujours est-il que toute manifestation à caractère pacifique devient extrêmement difficile voire impossible. Les marches des samedis n'auront plus aucun sens après la parodie de prestation de serment du 3 mai.

De sources proches du FRAC, ses leaders seront devant le parlement européen dans ce mois. Ils exhiberont la preuve, non de la victoire de Jean-Pierre Fabre mais de la fraude à grande échelle, celle surtout qui prouve que Faure Gnassingbé aurait gagné non avec 60,88% mais avec 75 voire 80%. La cellule informatique de l'UFC au CESAL chargée d'éplucher les résultats en était aux données du Kpendjal quand les argousins de la gendarmerie se saisirent des PV et du matériel. Et en ce moment, Faure gagnerait avec 72%. Comment une telle victoire stratosphérique eût-il été possible ?

Il y a fraude à grande échelle. Soit. Puis après ? Les députés européens pourront-ils être sensibles aux arguments des membres du FRAC ? Seront-ils assez puissants pour influencer sur la donne ? That is the question ! Selon Agbéyomé Kodjo, une seule concession est possible pour une éventuelle entrée au gouvernement du FRAC-UFC et du CVU : la condition sine qua non d'un gouvernement de transition pour un « vrai partage du pouvoir et une gestion commune du pays ». Soit. Mais dans les conditions actuelles, c'est Faure Gnassingbé et les FAT qui ont le pouvoir et qui sont en position de force.

Que peut réellement faire le FRAC maintenant ? (www.mo5togo.com)

EN 24 HEURES

Togo : le FRAC « continue la contestation » à Lomé et à l'intérieur du pays



Kofi Yamgnane et Jean Pierre Fabre lors de la marche du Frac le 17 Avril à Lomé (ph : Ufc)

(AfriSCOOP Lomé) — Faure Gnassingbé a beau prêté serment devant la Cour constitutionnelle du Togo, le lundi 3 mai, il n'a toujours pas la caution du Front républicain pour l'alternance et le changement (Frac). Selon une source proche de ce regroupement de partis et d'associations d'opposition, « la résistance continue ».

« Nous continuons par ne pas reconnaître la victoire de Faure Gnassingbé », a déclaré à AfriSCOOP, Eric Dupuy, membre de l'Union des forces de changement (Ufc), au lendemain de la prestation de serment de Faure Gnassingbé.

« Nous ne pouvons pas estimer que l'élection ait été marquée par de nombreuses fraudes et nous reconnaître dans la prestation de serment de M. Gnassingbé qui n'est qu'une tragi-comédie démarrée depuis 2005 », a-t-il ajouté.

Alors que le pouvoir affiche désormais une certaine fermeté vis-à-vis des manifestations, le Frac, lui, entend « maintenir la pression ». La preuve en est l'élargissement du calendrier des mouvements de contestation. Ce mercredi déjà, une « séance de prière » est prévue à l'église méthodiste Salem de Lomé.

Pour mémoire, les récents rendez-vous de prière du Front ont souvent tourné à [des affrontements entre forces de l'ordre et militants](#). Des sources proches du Frac ont annoncé une centaine de blessés alors qu'aucun bilan officiel n'est rendu public.

Le samedi prochain, les contestataires prévoient descendre de nouveau dans les rues de Lomé pour honorer leur habitude hebdomadaire depuis le 6 mars, jour la proclamation de la victoire de Faure Gnassingbé par la Commission électorale nationale indépendante (Céni).

Le lendemain dimanche, la marche se poursuivra dans deux grandes villes de l'intérieur. A Sokodé et à Bassar, situées à plus de 300 km au nord de Lomé. « Ces deux manifestations verront la présence effective des leaders du Front qui ont juré être en première ligne pour montrer leur détermination », confie à AfriSCOOP, un membre de Sursaut-Togo du Franco-togolais Kofi Yamgnane.

« Nous marcherons et si les bérets rouges veulent tirer dans la foule, ils peuvent tirer », a averti Eric Dupuy de l'Ufc. Il fait ainsi allusion à la récente manifestation de Sokodé pour laquelle des éléments parachutistes ont été déployés dans la ville, malgré le report in extremis. « Le droit à manifester pacifiquement est un droit consacré par la Constitution togolaise et plusieurs instruments internationaux des droits de l'homme ratifiés par le Togo », a affirmé le bureau togolais du Haut Commissariat des Droits de l'Homme des Nations-Unies, dans un communiqué.

Source: AfriScoop.net



TOGO: Diviser le FRAC pour mieux régner sur le Togo

Mercredi, 05 Mai 2010 02:21

« Divise et tu régneras, et tu deviendras riche, divise et tu tromperas les hommes et tu éblouiras leur raison, et tu te moqueras de la justice » (Proudhon)

Depuis le règne du père, jusqu'à celui du fils aujourd'hui et peut-être demain, celui du petit-fils, le régime quarantenaire qui régent le Togo, a toujours survécu grâce à une politique de division ethnique et régionaliste. Il a fait sienne l'idée de Machiavel qui soutenait en son temps, qu'il faut diviser pour régner, « Divide et empire ». Rappelons qu'au plus fort de la contestation par l'ensemble du peuple togolais du pouvoir dictatorial d'Eyadéma Gnassingbé, lorsque celui-ci était acculé dans ses derniers retranchements, il ne trouva qu'une seule solution pour sauver son pouvoir du mauvais pas dans lequel il était pris : opposer les populations togolaises entre elles. Le fils tente aujourd'hui de remettre à jour cette stratégie, mais sous une forme encore plus habile.

A la veille de l'élection présidentielle du 04 mars dernier, est né un front de l'opposition togolaise comprenant quatre partis politiques légalement constitués et une association. Le Front républicain pour l'alternance et le changement (FRAC) créé en février 2010, avait, d'après ses initiateurs, pour objectif de « rendre possible l'alternance en 2010 mettre fin à la dictature quarantenaire du RPT, mettre fin au pillage des richesses du Togo, au copinage au sommet de l'Etat, à la gabegie des pontes du régime... ».

Pour une fois sur la terre de nos aïeux, des personnalités politiques du nord comme du sud se retrouvent ensemble en vue d'œuvrer pour le même objectif, « mettre fin à la dictature du RPT ». Le FRAC coupait par là, l'herbe sous les pieds des apôtres de la division ethnique et régionaliste qui se retrouvent sans arguments à faire valoir pour convaincre les populations de la région septentrionale à voter pour le maintien du règne dynastique des Gnassingbé. Le sud n'était plus contre le nord et le spectre de la chasse à l'homme après l'alternance a disparu. Pire, le FRAC n'arrête pas de contester bruyamment les résultats de l'élection présidentielle du 04 mars, et ceci plus de deux mois après leur proclamation par la Commission électorale nationale indépendante (CENI) qui a donné gagnant le premier héritier des Gnassingbé. Ce qui, selon les mauvaises langues, donne de l'insomnie à « l'heureux élu » qui ne parvient pas à jouir tranquillement de sa victoire. Comme quoi, « à vaincre sans péril, on triomphe sans gloire ». Passons.

La principale préoccupation du RPT aujourd'hui est comment faire pour imposer ces résultats « frauduleux » à l'ensemble du peuple togolais et faire taire les contestations du FRAC ? Voilà l'équation que cherche à résoudre le parti. Pour cela, on fait appel à la vieille recette : « diviser le Togo pour régner tranquillement ». Cette technique est en train d'être mise en œuvre par les éminences grises du parti au pouvoir, prêtes à tout pour faire triompher le mensonge sur la vérité, la force brute sur le droit. Le RPT veut obtenir par tous les moyens, l'implosion du FRAC et mettre ainsi hors d'état de nuire, les leaders issus de la partie septentrionale du pays que sont Kofi Yamgnane, Tchaboré Gogué, Abi Tchessa et Dahuku Péré. Et pour ce faire, le vieil opposant Gilchrist Olympio est mis à contribution. « Le FRAC est une coquille vide », disait l'opposant « charismatique » dans une récente interview. Pour lui, en dehors de l'Union des forces de changement (UFC), le FRAC ne représente même pas 1% de l'électorat togolais. A supposer que cette affirmation soit en partie vraie, on se demande quelle est sa finalité. N'a-t-on pas besoin de plus petit que soi dans la vie ? A qui profitera réellement l'implosion du FRAC ? Sans contestation au RPT et à Faure.

Olivier Adja LIBERTE HEBDO



Qui a intérêt à voir le FRAC voler en éclats ?

Gilchrist Olympio toujours dans sa logique de servir de béquilles au Pouvoir

Mercredi, 05 Mai 2010

On a l'impression que la logique du président national de l'UFC est demeurée jusqu'ici la même, en dépit de ses contorsions pour prouver le contraire de ce dont le chargeait la presse jusque là. Dans un article publié le 22 avril dernier, nous avons eu à faire une place au mépris ou à la réserve de Gilchrist Olympio par rapport au Front républicain pour l'alternance et le changement (FRAC). A l'occasion, nous avons eu à revenir sur l'interview qu'il avait eu à accorder au site gouvernemental et dans laquelle il n'était pas allé par quatre chemins pour exprimer son mépris et sa distance vis-à-vis du FRAC.

Une union qui devrait revigorer l'UFC

Alors que la grande mobilisation faite par les partis amis dont les responsables sont issus de la partie septentrionale, devrait jouer au profit du parti de Gilchrist, quelle n'a pas été la surprise de maints concitoyens de savoir qu'une telle union autour de l'UFC constituait au contraire un caillou dans les chaussures du leader du principal parti de l'Opposition. Il faut avouer qu'une telle union n'a pas été un coup pour rien et que le RPT même sait que cela lui avait joué un mauvais tour en plus de ce que l'UFC elle-même avait un grand poids politique dans le pays. Nous parlons en connaissance de cause.

Ces derniers jours, des interviews accordées ça et là par le leader du plus grand parti de l'Opposition, on peut retenir que le Front dérange à mort Gilchrist. Nul ne sait trop comment. Et il nous revient de nous poser la pertinente question de savoir ce qui pourrait gêner Gil dans cette union multi-ethnique constituée par l'UFC de Gilchrist Olympio, l'Alliance de Dahuku Péré, l'ADDI de Tchabouré Aimé Gogué, le PSR de Me Abi Tchessa, Sursaut-Togo de Kofi Yamgnane.

Dans l'une de ses interviews, ce dernier, originaire de Bangéli dans le Grand Bassar et opposé à la pratique du tribalisme au Togo, tribalisme qui constitue le socle même du pouvoir RPT, se réjouissait il n'y a pas longtemps, de ce que au moins pour une fois au Togo, on voit des leaders politiques issus de différentes préfectures de la partie septentrionale se souder autour de l'UFC pour réclamer le changement de régime, ce qui n'avait pas été véritablement possible par le passé. Kofi Yamgnane n'avait pas manqué de souligner au passage le grand pas que cela constituait pour la lutte contre le tribalisme au Togo.

On se souvient que les prédateurs de l'unité nationale n'avaient eu de cesse de trouver en Sylvanus Olympio, père de Gilchrist et Père de l'Indépendance, un artisan de l'ethnocentrisme et du tribalisme au Togo. Qu'aujourd'hui Gilchrist Olympio ne puisse pas tirer leçon du passé et amener les partisans de la théorie selon laquelle une carpe n'enfante pas un silure, à se remettre en question, ne peut que surprendre les Togolais et les spéculations ces derniers jours vont d'ailleurs bon train. Gil semble apporter de l'eau au moulin de ceux qui l'ont toujours pris pour un tribaliste par rapport à la gestion de l'UFC.

Gilchrist Olympio toujours dans sa logique

Dans la réalité, il faut reconnaître que Gilchrist n'a rien d'un tribaliste et n'a d'ailleurs aucune raison de l'être. Les dehors sous lesquels il se fait connaître en 2010 ne peuvent que surprendre ceux qui le connaissent. Quel mal y a-t-il pour Gil ou son parti à bénéficier du soutien d'un ancien président de l'Assemblée nationale comme Dahuku Péré ? C'est d'ailleurs le lieu de saluer l'esprit de sacrifice et de pardon dont a fait preuve ce dernier en acceptant de soutenir la candidature de l'UFC en 2010, si l'on se

rappelle les attitudes égoïstes et le manque de confiance qui avaient prévalu en 2003 et amené la même personne à se mettre en retrait.

Quel mal y a-t-il pour Gil et l'UFC à bénéficier du soutien de Me Abi Tchessa, du professeur Aimé Gogué, de Kofi Yamgnane à un moment si crucial, si déterminant du combat politique et amener tous nos frères et sœurs kabyè, tous nos frères et sœurs moba, tous nos frères et sœurs bassar pour commencer par ceux-là, à comprendre que la lutte que mène l'Opposition incarnée majoritairement par des leaders politiques issus du sud du territoire, n'est orientée contre aucune ethnie, n'est destinée à chasser personne d'une quelconque partie du territoire, mais une lutte destinée avant tout à éradiquer un système nuisible à l'unité de la nation tout autant qu'à son développement.

Le Pouvoir depuis la constitution du Front, n'a jamais vu d'un bon œil que des Moba, des Bassar, des Kabyè se mobilisent autour de l'UFC en guise de soutien. Il intimide certains par des menaces de mort et qui n'ont pas hésité à le dénoncer par des communiqués de presse. Comment Gil, un monsieur apparemment plein de bon sens, qui devrait mesurer lui-même le risque que prennent ces braves gens que le Pouvoir aurait aimé avoir avec lui que contre lui, peut-il oser se désolidariser publiquement du soutien qu'ils apportent à l'UFC par le biais du FRAC ? Cela n'a pas de sens.

Dans l'entendement de certains, le Pouvoir affolé par l'initiative de Me Boko, n'aurait pas manqué, d'insister auprès de Gil depuis Paris, de tout faire pour l'échec de cette candidature unique. Et depuis le leader de l'UFC serait demeuré dans sa logique. Sinon, rien ne justifie qu'aujourd'hui les positions de Gilchrist et celles du Pouvoir soient demeurées identiques : voir voler en éclats le FRAC et faire la part belle au RPT.

A entendre beaucoup de nos compatriotes ces derniers temps, leur souhait est de voir les Péré, Abi, Gogué, Yamgnane ne pas céder à un quelconque chantage de la part de Gilchrist sous l'effet de la sénilité et qui s'est engagé, malgré ses démentis à travers des communiqués, à jouer le jeu du Pouvoir. Pourrions-ils tenir le pari ? Le Pouvoir dans passé récent s'était servi d'autres moyens pour amener les Péré, Abi et les autres à s'écarter de Fabre et voir se disloquer le FRAC. Mais peine perdue. Combien de temps tiendront-ils ?

Gil sur le point de pousser l'UFC au gouvernement

Les jours de l'UFC seraient-ils comptés, eu égard aux comportements qu'affiche Gilchrist depuis quelques mois avec les Homawoo, Habia et les autres ? Son domicile privé serait devenu le siège du parti où une pagaille s'est installée et nous n'en voulons pour preuve que certains événements qui s'y sont déroulés hier. A ce jour, on a l'impression que le parti est au bord de l'implosion. Le RPT ne guetterait d'ailleurs que ça pour se frotter les mains. Gilchrist en est-il conscient ? Même s'il en est conscient sûrement qu'il est lui-même sur le point de brader l'UFC avant de tirer sa révérence. Hier, il aurait reçu à son domicile une délégation de la CEDEAO ayant participé à l'investiture.

Pour beaucoup d'observateurs, il y a 100% de chance de voir Gilchrist entraîner l'UFC, du moins quelques-uns de ses éléments manipulables qui lui sont restés fidèles, dans un prochain gouvernement d'union nationale pour la toute première fois. Cela aurait été, selon certaines indiscretions, la mission de cette délégation dans le but de légitimer l'élection de Faure et casser les pressions du FRAC. Sans doute, Gilchrist a trouvé ce qu'il cherchait et pour lequel il a passé plusieurs décennies, faisant croire à ses compatriotes qu'il se battait pour les sortir de la misère. Même s'il est vrai que Gilchrist avait été animé au début de bonnes intentions vis-à-vis de ses compatriotes brimés et lésés, il faut reconnaître qu'au crépuscule de sa vie, il n'a trouvé qu'une toute petite porte de sortie. Dommage pour un mythe comme lui qui aura finalement déçu plus d'un en abandonnant le combat en si bon chemin.



La prestation putschiste de serment de l'usurpateur Faure

Gnassingbé

Article mis à jour 04 mai 2010 à 20h28

Faure Gnassingbé a prêté serment, ce lundi 3 mai 2010, devant une cour constitutionnelle aux ordres et inféodée à son pouvoir despotique et autoritaire marqué par un quinquennat de l'impunité et l'incarcération toujours sans jugement de son frère, Kpatcha Gnassingbé. La cérémonie de prestation de serment s'est également déroulée avec la complicité de quatre Chefs d'Etat de la sous-région, John Atta Mills, Yayi Boni, Laurent Gbagbo et surtout Blaise Compaoré, médiateur controversé et désormais disqualifié de la crise togolaise, défenseur des intérêts de la francophonie en Afrique de l'Ouest. Quant au président sénégalais Abdoulaye Wade, il a dépêché son premier ministre Souleymane Ndéné Ndiaye.

La présence de John Atta Mills, dont le pays a eu l'honneur de recevoir Barack Obama est très surprenante. Honoré et légitimé sur le plan international par cette visite, le président ghanéen devrait être le promoteur de la démocratisation des autres Etats de la sous-région ouest-africaine. Il devrait se fonder sur le discours historique de Barack Obama pour agir au sein de la CEDEAO dont la commission est dirigée par James Victor Gbeho, un de ses proches.

La prestation de serment d'un Chef d'Etat illégitime issu d'un coup d'Etat électoral est une atteinte grave portée à la vérité des urnes et au choix du peuple souverain. Cette prestation qui dénature la valeur intrinsèque du serment est aussi une violation des principes éthiques et moraux.

La prestation contestée de serment de l'usurpateur Faure Gnassingbé est le dernier acte d'un processus électoral dévoyé et très controversé qui aura réussi grâce à la complicité de certains observateurs internationaux et d'une partie des leaders de l'opposition dite démocratique togolaise. Elle pose, ensuite, l'épineuse question de l'utilité de financer à coup de milliards de FCFA des élections qui ne répondent pas aux normes internationales et constituent en fait des farces, mascarades électorales.

Enfin, elle traduit la perte de crédibilité de l'Union européenne, principal bailleur de fonds de cette farce électorale du 4 mars 2010. Ailleurs, en Centrafrique, la fameuse communauté internationale impose au putschiste François Bozizé le report des élections présidentielles et législatives en violation des prescriptions constitutionnelles pour organiser des scrutins consensuels et apaisés. Au Togo, on évoque ces mêmes dispositions constitutionnelles pour admettre la tenue d'une élection inéquitable, non transparente avec un fichier électoral frauduleux et très contesté. Le peuple togolais est donc victime d'un complot international qui doit être combattu de manière stratégique avec le soutien de l'opinion nationale et internationale. La solution internationale d'un gouvernement d'union nationale est insusceptible de régler la grave crise politique que connaît de nouveau le Togo.

Arsène Ouidiraogo

Politique Coups de poing à l'UFC

le 02/05/2010



Au Frac et à l'UFC, l'ambiance n'est pas à l'apaisement, loin de là. Lors de la marche hebdomadaire organisée samedi pour protester contre le résultat de l'élection présidentielle, une vive altercation a opposé des militants proches de Jean-Pierre Fabre à ceux fidèles à Glichrist Olympio. Des manifestants qui arboraient des T-shirts où figuraient le slogan « Gil ou rien » ont été agressés par le camp adverse. Bilan : une dizaine de blessés, dont certains conduits à l'hôpital.



Le RPT : le nouveau camp de la peur !

2 mai 2010



Hier samedi 01/mai/2010 au soir, nous nous sommes rendus compte que nos collaborateurs n'ont pas informé à temps le Ministre de l'Intérieur de notre intention d'aller manifester dans la ville de Sokodé, au Nord du pays. Pour ne pas lui donner prise sur cette erreur dont il pourrait profiter pour nous accuser d'être des anti-républicains, Jean Pierre Fabre et moi-même avons décidé, après en avoir informé les autres membres du Frac, de surseoir à la manifestation et de la reporter à une date qui nous laisse le temps de toutes les formalités administratives nécessaires. Mais bien entendu, le pouvoir connaissait notre projet... tant et si bien que dès 5 heures ce dimanche matin, le Gouvernement togolais a déversé sur Sokodé tous les effectifs à sa disposition dans la caserne des parachutistes de Kara, les fameux "bérêts rouges". La ville est bouclée. Tous les marchands sont chassés du marché. Toutes les routes menant à Sokodé sont totalement interdites à la circulation. Personne ne peut plus rentrer dans Sokodé, ni depuis Tchamba, ni depuis Lomé, ni depuis Bassar, ni depuis Kara, route venant de la frontière du Burkina... Toute l'activité économique est arrêtée. La morale de cette histoire est que le pouvoir Rpt est aux abois ! La peur a gagné son camp, le camp de ceux qui ont toujours incarné la peur. Comprendront-ils enfin que ce n'est pas seulement en montrant les muscles qu'ils peuvent continuer à tenir en "esclavage" tout un peuple ? Comprendront-ils enfin que le dialogue, la rencontre, le débat... valent mieux, mille fois mieux que la force bestiale et l'intimidation ? Comprendront-ils enfin que notre pays, pour aller dans le sens de nos voisins, a besoin de se mettre au travail dans la confiance entre tous ses enfants ? Mon plus vif souhait est qu'ils le comprennent... enfin, pour le bonheur de notre pays et de son peuple ! Pour le Frac Kofi Yamgnane Porte Parole

le 04/05/2010



Abass Bonfoh, le président de l'Assemblée nationale a été l'une des chevilles ouvrières de la campagne de Faure Gnassingbé. Conscient des grands défis à relever, il sait que des réformes institutionnelles et constitutionnelles sont indispensables pour moderniser le pays. Il sait également que le président réélu a la volonté de changer profondément le Togo. « Il l'a promis pendant sa campagne et il le fera », assure M. Bonfoh.

Le patron du Parlement dément par ailleurs les rumeurs de dissolution de l'Assemblée. « Le chef de l'Etat ne m'en a pas parlé », confie à republicoftogo.com Abbas Bonfoh.

Republicoftogo.com : Quels sont, selon vous, les chantiers prioritaires auxquels doit s'attaquer le président Faure Gnassingbé ?

Abass Bonfoh : Ce qui est important à première vue, ce sont les questions sociales.

Il est primordial que chaque togolaise et chaque togolais dispose d'un accès à l'eau potable, qu'ils puissent bénéficier d'une médecine de qualité, et d'une éducation de bon niveau.

Ce sont des chantiers déjà ouverts par le chef de l'Etat au cours du mandat précédent. Il va les poursuivre et les intensifier

Nous espérons que les cinq ans à venir vont lui permettre d'atteindre un niveau supérieur dans la mise en œuvre de son programme de société.

Concernant l'Assemblée nationale, nous attendons aussi que le président et son gouvernement élaborent des projets de lois relatifs aux réformes institutionnelles et constitutionnelles que les députés puissent étudier et voter rapidement.

Vous savez que l'accord politique global (APG) a recommandé la mise en œuvre de ces réformes. Les députés souhaitent accompagner le gouvernement dans la mise en place des institutions républicaines. Dès la semaine prochaine, nous allons adopter un texte que le gouvernement nous a transmis relatif au statut de l'opposition.

Republicoftogo.com : Lors de la campagne électorale, vous avez sillonné le pays. Que vous ont demandé les populations ?

Abass Bonfoh : Elles veulent des actions concrètes, des réalisations palpables.

Prenez le cas de la ville de Bassar dont je suis originaire, tous les habitants ont exprimé le souhait de disposer d'une route sûre entre Bassar-Kabou-Kérinkouka-Gatchamba. Et bien, les travaux ont été lancés récemment par le chef de l'Etat. Ca, c'est du concret !

Partout où je suis passé pendant la campagne et même avant, les demandes sont les mêmes : du social et encore du social, que les routes soient en bon état, que les hôpitaux fonctionnent avec un personnel compétent. La population naturellement aspire à la paix. C'est pourquoi, elle soutient la politique d'apaisement et de réconciliation prônée par Faure Gnassingbé.

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, même dans des zones qui ne lui étaient pas acquises, le candidat Faure a réalisé de très bons scores à la présidentielle.

Republicoftogo.com : Alors justement, Faure sera-t-il à la hauteur des attentes des Togolais ?

Abass Bonfoh : J'en suis convaincu. Nous l'avons déjà vu à l'œuvre et nous pensons qu'il peut faire davantage au cours de ce nouveau mandat.

Ces cinq dernières années, il n'a pas ménagé ses efforts pour aider le monde agricole, les groupements à la base, les associations. Il a envoyé des médecins spécialistes dans les campagnes pour des soins gratuits. Il a décidé la construction et la rénovation des grands axes routiers et des pistes rurales. On

peut également mentionner les traitements ARV gratuits ou la réforme de l'éducation. Avouez que ce n'est pas mince.

A présent, chaque Togolais doit aider le chef de l'Etat à mettre en œuvre sa politique et chaque citoyen doit respecter la loi et l'autorité ; règles de base d'une vie en communauté.

Republicoftogo.com : Certains journaux évoquent la possibilité d'élections législatives anticipées.

Etes-vous en mesure de confirmer ?

Abass Bonfoh : Je ne sais pas d'où les journaux tiennent ces infos; je n'ai pas eu écho d'un tel projet. Conformément à la constitution, le président république ne peut dissoudre l'Assemblée nationale sans en avoir informé préalablement l'institution.

Il devra également en informer le premier ministre.

Je serais étonné que le chef de l'Etat décide de dissoudre le Parlement s'en m'en parler avant.



Politique A quand le gouvernement ?



Réélu il y a deux mois pour un nouveau mandat de cinq ans, le président Faure Gnassingbé prend officiellement ses fonctions lundi. Il entend aller vite pour nommer un Premier ministre qui formera à son tour son équipe.

Qui prendra les commandes de la Primature ? On ignore si l'actuel Premier ministre, Gilbert Houngbo, sera reconduit dans ses fonctions. Et quel sort sera réservé aux ministres sortants ? Aucune information n'a filtré pour le moment.

Une chose est sûre, certains titulaires ne seront pas reconduits et devront se trouver un nouveau job. Comme dans tout gouvernement, certains ont travaillé avec rigueur et efficacité ; d'autres ne présentent pas de bilans exceptionnels.

Le président Faure Gnassingbé devra en tenir compte. Il souhaite également faire entrer de nouvelles têtes, si possible bien faites, pour mettre en œuvre ce qui est la priorité de son quinquennat, l'économie et le développement.

La semaine qui débute devrait donc être riche en actualité politique.



Le ministre Titikpina démenti par les faits

Les forces de l'ordre rackettent les chauffeurs et encouragent les surcharges sur les routes togolaises

En avril dernier, le ministre de la Sécurité et de la Protection civile a annoncé avec tambour et cymbale la fin des surcharges dans les transports en commun. Comment peut-on lutter efficacement contre ce phénomène si on n'a pas éradiqué les rackets qui sont récurrents sur les routes togolaises ? Une question qui nous revient comme une rengaine après avoir fait un tour sur le tronçon Lomé-Tsévié-Tabligbo.

Il faut en finir avec le phénomène de surcharge au Togo, dicit le ministre de la Sécurité, le Colonel Mohammed Atcha Titikpina et ses services. Une importante partie des accidents de circulation est due aux surcharges des véhicules de transport. Ainsi, depuis le 13 avril dernier, les conducteurs qui seraient surpris en situation de surcharge seraient punis conformément aux dispositions en vigueur. Une initiative à saluer puisqu'il est anormal qu'on entasse dans ces guimbardes des passagers comme des sardines.

Mais cette mesure ne risque-t-elle pas de révolter certains conducteurs s'il advenait que les forces de l'ordre continuent à leur ponctionner de l'argent? Voilà la question que l'agence de presse « *Savoir News* » avait posée au président de l'Union des Syndicats des Conducteurs Routiers du Togo (USYCORT), Mathias Dodzi Hlomador, lors de la mise en application de cette mesure ministérielle. « ... *C'est pour cela qu'il est question aujourd'hui d'appeler toutes les parties à la responsabilité. Chacun doit jouer sa partition pour éviter ces moments de troubles que peut engendrer cette mesure-là. Si l'on continue à percevoir de l'argent aux chauffeurs pendant qu'ils ne sont pas en infraction, cela peut susciter des réactions et entraîner des conséquences que nous ne pouvons pas envisager aujourd'hui* », avait-il répondu. Une inquiétude légitime. Car, les rackets continuent sur les routes togolaises.

En fin de semaine dernière, nous nous embraquâmes au niveau de GTA, destination Tabligbo. Le bus de quinze (15) places était plein et nous étions les tout derniers à monter à bord et à occuper les deux sièges de la cabine. Il y avait quatre passagers sur chaque rangée de sièges. L'apprenti-chauffeur se contenta d'une place derrière la cabine et fit face aux seize (16) passagers. Chemin faisant, la voiture s'arrêta net au premier cri « *Tabligbo* ». Il y avait une femme et un jeune garçon. « *Prenez place aux côtés de l'apprenti; les gens vont descendre bientôt à Tsévié* », rassura le chauffeur avec un air euphorique. Après quelques chamailleries, ils s'installèrent à la place indiquée. Avouons que ce bus est semblable au tonneau des Danaïdes. Il fit une seconde halte quelques minutes plus tard pour embarquer un homme et son enfant d'environ 10 ans. La désapprobation fut générale. Quand nous lui avons rappelé les récentes mesures prises par le ministre de la Sécurité, le chauffeur a éclaté de rire en nous disant que « *c'est déjà dépassé* ». « *Les forces de l'ordre continuent de nous racketter et nous sommes obligés de faire ça pour compenser le manque à gagner* », a-t-il expliqué.

On avait cru que c'était un canular pour justifier son acte. Mais, à quelques encablures du péage de Davié, deux éléments de la Brigade motorisée faisaient le traditionnel contrôle de routine. Le chauffeur s'arrêta, prit un petit sac contenant les pièces de la voiture et y ajouta un billet de 1000 FCFA. Il descendit et se dirigea vers l'un des agents. Il lui remit les pièces « *soutenues* » par le « *billet rouge* ». En un clin d'œil, le contrôle fut fait et le chauffeur reprit gaiement sa place. Stupéfaits, nous lui avons posé la question de savoir si l'agent lui a délivré un reçu pour avoir encaissé les 1000 F. « *Vous n'avez pas vu qu'il n'a même pas contrôlé les pièces ? C'est ce que nous faisons chaque jour. Vous comprenez que nous sommes obligés de faire des surcharges* », a-t-il poursuivi.

Durant tout le trajet, il fit la même chose à Tsévié où la Gendarmerie et la Police ont établi une rotation hebdomadaire entre elles, et à Tabligbo. « *Chaque jour, nous payons 3 000 FCFA de Lomé jusqu'à Tabligbo. Si nous travaillons de lundi à dimanche par exemple, les forces de l'ordre prennent à elles seules en tout 21 000 FCFA. Ça fait combien à la fin du mois ? Et le comble, nous ne savons même pas ce qu'ils font avec cet argent* », s'est-il plaint. Ce qui est curieux, c'est qu'aucun agent des forces de l'ordre rencontrées n'a fait la remarque au chauffeur sur la surcharge de sa voiture. Ils sont tous obnubilés par le « *billet rouge* » et la vie des passagers importe peu.

En dehors de ces dépenses, le chauffeur devra à chaque passage verser 200 ou 300 F aux responsables syndicaux qui font la pluie et le beau temps sous leur apatam. Il y a aussi le péage à payer. Qui plus est, à la douane de Tchekpo Dédékpòè, le chauffeur ou son apprenti devra, à l'aller comme au retour, déposer 200 F sur la table de ceux qui sont en service. C'est la tradition et tous les chauffeurs s'y conforment.

Voilà quelques facteurs aggravant du phénomène de surcharge, même si certains chauffeurs sont d'une insatiabilité extrême. Les forces de l'ordre qui devront assurer la sécurité sur les routes togolaises en sanctionnant les chauffeurs fautifs, encouragent plutôt les surcharges.

R. Kédjagni

TOGO: Interview de Gilbert Fossoun HOUNGBO sur le 1er Mai 2010 et les attentes des travailleurs togolais

Mardi, 04 Mai 2010 04:39

CELEBRATION DU 1er MAI au TOGO : Le gouvernement conscient de ses limites face aux exigences des travailleurs togolais.

Les travailleurs togolais n'ont pas dérogé à la célébration de la journée internationale du travail ce 1er Mai 2010, c'est par un grand défilé organisé par l'Intersyndicale du Togo qui réunit toutes les centrales syndicales du Togo que les festivités marquant la célébration de cette journée ont commencé à Lomé. Célébré dans le monde entier chaque 1er Mai, la journée internationale du travail rappelle les revendications posées par les travailleurs pour exiger de leurs employeurs de meilleures conditions de travail dont la réduction des heures de travail dans les mines et les usines américaines. Ainsi le 1er Mai 1884, ces travailleurs ont lancé un vaste mouvement de grève pour réclamer la journée de huit heures de travail par jour. Au Togo, cette journée a été commémorée par un défilé qui a mobilisé toutes les centrales syndicales du pays, défilé au cours duquel les travailleurs togolais ont présenté au Premier Ministre du Togo et à tout le gouvernement présents à la chute du défilé, le rappel de leurs doléances contenues dans les textes du dialogue social amorcé depuis 2005 et restées non réalisées jusqu'à ce jour. Dans une interview que le Premier Ministre du Togo, nous a accordée après la série des discours des travailleurs, Gilbert Fossoun HOUNGBO reconnaît les limites du gouvernement à honorer ses engagements pris vis-à-vis des travailleurs togolais dans le cadre du dialogue social, évalue certaines doléances qui ont déjà trouvé des solutions et définit le plan d'action du gouvernement pour les cinq prochaines années en vue de résoudre les difficultés que vivent les travailleurs togolais.

Lisez plutôt ...

David BAINI : Est-ce que les togolais sont contents ce 1er Mai ?

Gilbert Fossoun HOUNGBO : Je sais très bien que le travailleur togolais en général est très persévérant et garde espoir. Il faut quand même célébrer c'est le 1er mai, mais ça ne veut pas dire qu'on n'a pas de problèmes, nous savons qu'il y a des problèmes mais les problèmes ne doivent pas non plus nous empêcher de garder espoir et de nous tourner vers l'avenir.

David BAINI : Ils ont estimé que seuls deux engagements sur les 20 contenus dans le dialogue social ont été réalisés, comment réagissez vous à cela ?

Gilbert Fossoun HOUNGBO : Ils ont dit deux complètement réalisés mais toute une série qu'ils ont mentionnées qui ont été réalisées et qu'ils estiment réaliser partiellement. Vous savez l'important c'est de décortiquer les problèmes et d'avoir des débuts de solutions. Nous saluons l'intersyndicale qui a une approche très très constructive, ils sont aussi patients et en même temps fermes et nous pensons que c'est ce genre de dialogue dont a besoin le peuple togolais pour aller de l'avant. Nous nous sommes interpellés, nous connaissons les problèmes sociaux que ce soit au niveau de la gratuité de la césarienne, de la question de retraite, la question du panier de la ménagère et bien d'autres... Nous savons qu'il y a encore des défis et c'est ensemble que nous allons construire ce pays, c'est ensemble que nous devons suivre les réformes institutionnelles afin de payer la croissance, laquelle croissance doit nous permettre aussi d'améliorer nos revenus, nos recettes et donc les services sociaux.

Tout d'abord il faut reconnaître que l'intersyndicale a trait à une attitude assez constructive et aborde les problèmes de façon constructive pour le développement du pays. Il y a la vingtaine de doléances sur lesquelles ils sont revenus depuis 2005 et ils ont dit deux qui ont été complètement réalisées et il y a eu toute une série où il y a eu des actions qui ont été entreprises. Ils ont insisté là-dessus. L'important, vous avez certainement aussi entendu parler le Ministre de l'emploi et du travail, c'est qu'ensemble nous continuons à nous battre. Après tout, les problèmes soulevés par l'intersyndicale sont des problèmes réels que ce soit au niveau de la protection sociale, au niveau de la précarité de l'emploi, au niveau de la question problématique de la question de l'emploi des jeunes, nous en sommes conscients et nous sommes interpellés. Mais il faut savoir que Rome n'a pas été bâtie en 24 heures. Donc il faut que nous

tous ensemble continuons le changement, ensemble continuons à bâtir le pays à travers les reformes institutionnelles et les décisions courageuses qu'il faut prendre.

David BAINI : Rome ne s'est pas bâtie en un seul jour, dites-vous ?

Gilbert Fossoun HOUNGBO : Tout à fait, je l'ai dit et je le répète, l'important vous savez aussi non seulement Rome ne s'est pas bâtie en un seul jour mais vous savez statistiquement c'est démontrer. Ce que l'on construit en 20 ans, il suffit d'une incartade de cinq minutes pour détruire 20 ans de construction. Donc c'est très important pour nous de savoir que quelque soit nos problèmes, quelque soit nos différends de savoir éviter à casser le peu que nous avons réalisé et donc de toujours nous tourner vers le dialogue et vers la construction en mettant l'intérêt du pays primauter sur tout autre chose.

David BAINI : Le Togo vient de très loin...

Gilbert Fossoun HOUNGBO : Tous les pays africains viennent de loin et donc nous ne saurons dénier cela, mais l'important c'est de savoir si nous venons de très loin, l'important c'est de savoir si l'espoir est permis. Et je dis oui.

David BAINI : Qu'est ce que vous allez faire pour relever ce défi ?

Gilbert Fossoun HOUNGBO : Je dirais que notre pays le Togo c'est vrai que le taux de pauvreté dans notre pays est élevé, c'est pourquoi nous nous attelons à chaque jour qui passe à mettre l'accent sur le socio économique. C'est pour ça que j'ai toujours dit, le chef de l'état l'a toujours dit que si le quinquennat 2005- 2010 a été surtout un quinquennat politique, le quinquennat 2010-2015 doit être essentiellement majoritairement un quinquennat socio économique tout en renforçant les acquis démocratiques et politiques, il nous faut résolument ensemble nous orienter vers les problèmes socio économiques du pays.

David BAINI : Comment réagissez-vous au refus des travailleurs togolais de présenter en ce 1er mai 2010 un cahier de doléances au gouvernement ?

Gilbert Fossoun HOUNGBO : C'est une technique de communication à mon sens qui est très efficace. Je ne dirais pas qu'ils n'ont pas présenté de cahier de doléances. Au fait le message qu'ils ont passé, j'ai déjà utilisé la même technique dans mes fonctions antérieures ; au fond ils ont dit nous ne voulons plus de nouvelles promesses, consacrons nous aux promesses faites et non encore entièrement réalisées depuis 2006 et focalisons nous sur la réalisation de ces doléances. Donc c'est un rappel, c'est une façon très subtile et je les félicite.

David BAINI : Vous avez perçu le message ?

Gilbert Fossoun HOUNGBO : Ah oui tout à fait, tout à fait. C'est pourquoi nous disons que la plupart des doléances qui sont toujours sur le terrain nous en sommes conscients et ça fait partie du programme du Chef de l'état pour les cinq prochaines années à venir.

Merci Monsieur le Premier Ministre

Propos recueillis par David Baini
Correspondant Togosite.com



Investiture de Faure Gnassingbé : Les Ivoiriens du Togo boudent

Laurent Gbagbo

mercredi 5 mai 2010 - Par Le Nouveau Réveil

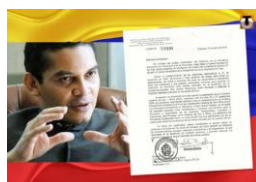
Le président élu du Togo Faure Gnassingbé a été investi lundi dernier en présence de plusieurs chefs d'Etat de pays africains dont Laurent Gbagbo. Le chef de l'exécutif ivoirien Laurent Gbagbo dont le mandat constitutionnel a expiré depuis octobre 2005 et qui est maintenu à la tête de l'Etat par les accords, est arrivé dans la capitale togolaise dimanche passé sur le coup de 20 heures. Le moins qu'on puisse dire, nous ont fait part des sources bien introduites, c'est que le chef de l'Etat a pris une véritable douche froide à sa descente d'avion. A l'accoutumée, en pareille circonstance, c'est une foule immense de ressortissants du pays dont le président arrive, qui se mobilise à l'aéroport pour l'accueillir. Les Ivoiriens de Lomé ne se sont pas du tout gênés pour démontrer au président Gbagbo qu'ils ont d'autres chats à fouetter. Ils ont purement et simplement choisi de boudier leur président. Au total, après un décompte bien fait, il a été dénombré 62 personnes sur les milliers vivant au pays d'Eyadéma qui se sont rendus à l'aéroport pour souhaiter le traditionnel akwaba à leur chef d'Etat. Déçu de l'accueil sans chaleur, le président Gbagbo indiquent les indiscrétions, a mis fin au bain de foule qu'il espérait après seulement quelques pas au milieu du petit groupe de ses compatriotes. Pis encore, il a annulé l'entretien qu'il avait prévu accorder aux Ivoiriens du Togo et aux militants de son parti, le Fpi qui se sont rendus à sa résidence. La grande majorité des Ivoiriens du Togo, a-t-on appris, auraient observé cette attitude pour marquer leur mécontentement à la suite de la dissolution de leur association.

Paul Koffi

(Infos : HKS, correspondance particulière)

Diplomatie Caracas souhaite renforcer sa coopération avec Lomé

le 29/04/2010



Le vice-ministre des Affaires étrangères du Venezuela, Reinaldo Bolivar (médaillon), a adressé jeudi aux autorités togolaises un message de félicitations à l'occasion du 50e anniversaire de l'indépendance du pays.

Depuis l'établissement de nos relations diplomatiques, le 21 décembre 1990, le Venezuela et le Togo ont jeté les bases d'un rapprochement destiné à raffermir les liens de coopération et d'échange entre nos gouvernements et nos peuples à travers des actions de coopération prioritaires visant à en tirer des bénéfices pour les deux nations (...) », écrit M. Bolivar.

Rappelons que le président Faure Gnassingbé avait participé en septembre dernier au sommet Amérique du Sud-Afrique sur l'île de Margarita au Venezuela. Sur place, il s'était entretenu avec le Hugo Chavez sur les possibilités de coopération dans le secteur énergétique et agricole.



Message aux forces de Sécurité togolaises

Mardi, 04 Mai 2010 17:01 Écrit par Alphonse Lawson-Héllu & Antoine Nadjombé (Libre opinion)



NADJOMBE LAWSON

Depuis le 4 mars 2010, le Togo a rendez-vous avec l'histoire. Les Togolais, dans leur quête de démocratie, de liberté et justice sociale, ont douloureusement traversé depuis ces 50 dernières années et au prix de grands sacrifices, des obstacles faits de sang et de larmes.

Par le passé, on a attribué les horreurs, les bavures, les crimes imprescriptibles contre l'humanité, les violations des droits de l'homme de toute sorte, la dilapidation de l'économie, les violations culturelles et les répressions politiques de toute nature contre le peuple togolais, à un seul homme Gnassingbé Eyadéma qui proclamait que les forces de sécurité (Forces armées, gendarmerie, police, douaniers) étiez à ses services. Rien de tous ces crimes et monstruosité n'ont été oubliés, ils demeurent vivaces dans les consciences et les mémoires de tous les Togolais.

Le pardon ne pourrait être envisagé que quand les criminels reconnaissent leurs crimes. Mais la persistance et l'entêtement dans le crime ne sauraient être pardonnés.

Depuis février 2005, celui qui s'estimait être le chef suprême des forces de sécurité togolaise est mort. Cette mort devrait symboliser la libération des forces de sécurité des mains d'un seul homme. Pour ne pas dire d'une seule famille.

Or, les forces de sécurité par sa définition sont une émanation républicaine et donc devraient être au service de la nation togolaise en ce qui concerne la sécurité intérieure, la défense de l'intégrité du territoire, la protection du citoyen et de ses biens.

Au contraire, nous constatons que la quasi totalité des atteintes portées aux principes élémentaires de démocratie et aux droits humains au Togo, émane de nos forces de sécurité. Elles ont pris le territoire togolais comme un champ de bataille et les Togolais comme des ennemis. Si bien qu'aujourd'hui nombreux sont les togolais qui s'interrogent sur le véritable rôle de nos forces de sécurité parce qu'elles se sont rangées du côté de l'opresseur du peuple togolais et se fait la garante du pouvoir à vie du clan GNASSINGBE avec la succession de père en fils.

Qui plus est, les Togolais constatent que les forces de sécurité agissent comme ils ne sont membres d'aucune famille togolaise, d'aucun village et d'aucune ville Togo. Pire encore, ils agissent comme s'ils n'étaient pas des Togolais et que l'alternance et la démocratie ne les concernent pas. À les voir, on dirait des gens dressés, assoiffés de sang, prêts à bondir et à dévorer vivant leurs frères, sœurs, amis, leur père, mère, grand-père, et grand-mère. C'est ce qu'ils font souvent avec une tristesse étonnante.

Les Togolais ne se reconnaissent plus dans leurs forces de sécurité dont ils financent l'existence. Aujourd'hui, il y a une rupture profonde et un manque de confiance irrémédiable entre le peuple togolais et ses forces de sécurité.

Il est temps que les forces de sécurité sortent de leurs statuts d'animosité pour rejoindre le peuple dans la conquête de sa victoire du 04 mars 2010 pour l'instauration d'un état de droit et de démocratie pour tous.

Manger, boire, danser et chanter tout au long de la journée dans les casernes n'est pas un idéal à poursuivre.

Que ce soit clair, le jour où le peuple togolais se libérera par lui-même et par ses propres moyens, des propos tels que :

- nous étions sous ordre et intimidés, nous n'avions pas d'armes et ceux qui en disposent une, elle manquait de gâchette.

- Nous n'avions pas de munition, nous étions espionnés dans les casernes.

- Si nous allons rejoindre les rangs des manifestations qui s'occuperont de nos enfants?

Si on nous licencie, qui nous paiera nos salaires?

Tous ces raisonnements seront inutiles, car un vrai militaire ne peut se cacher derrière ces arguties.

C'est pourquoi nous invitons nos vaillants militaires à rejoindre le peuple togolais dans sa volonté de changement. Il en va de l'intérêt des militaires eux-mêmes et de leurs progénitures. Vos conditions de vie et de travail s'en trouveront nettement améliorées dans un État de droit et de démocratie. Vous retrouverez la fierté, la dignité et les honneurs des soldats d'une armée républicaine. L'armée doit devenir garante de la démocratie, de la bonne gouvernance et de la loi fondamentale de la république.

Le peuple togolais vous lance un ultime appel pour venir adhérer les rangs de la liberté et qu'ensemble nous puissions libérer et bâtir notre cher pays, le Togo.

Vaincrons ou mourons, mais dans la dignité, la patrie ou la mort, ensemble nous vaincrons.

Nadjombé Koffi Antoine

Che Alphonse Laté Lawson- Héllu.

Canada